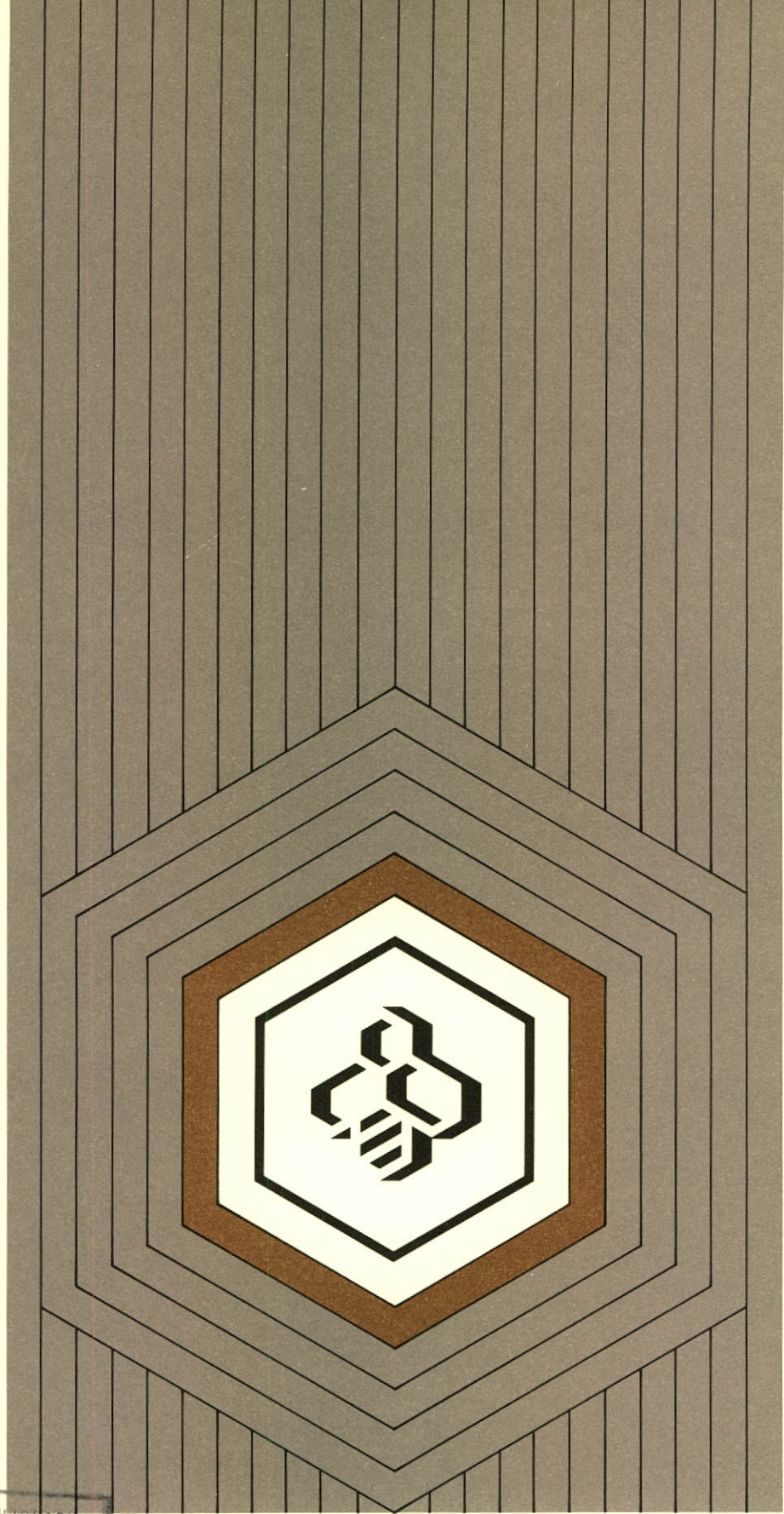


RAPPORT ANNUEL 1978



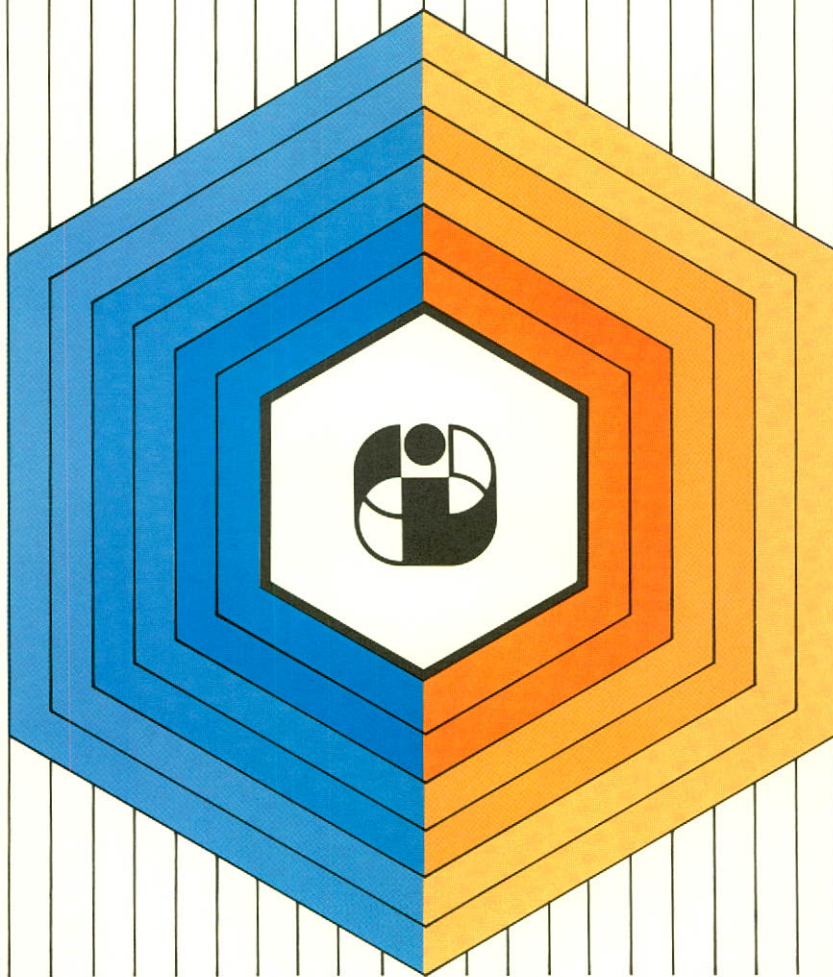
une institution du mouvement des caisses populaires desjardins

C

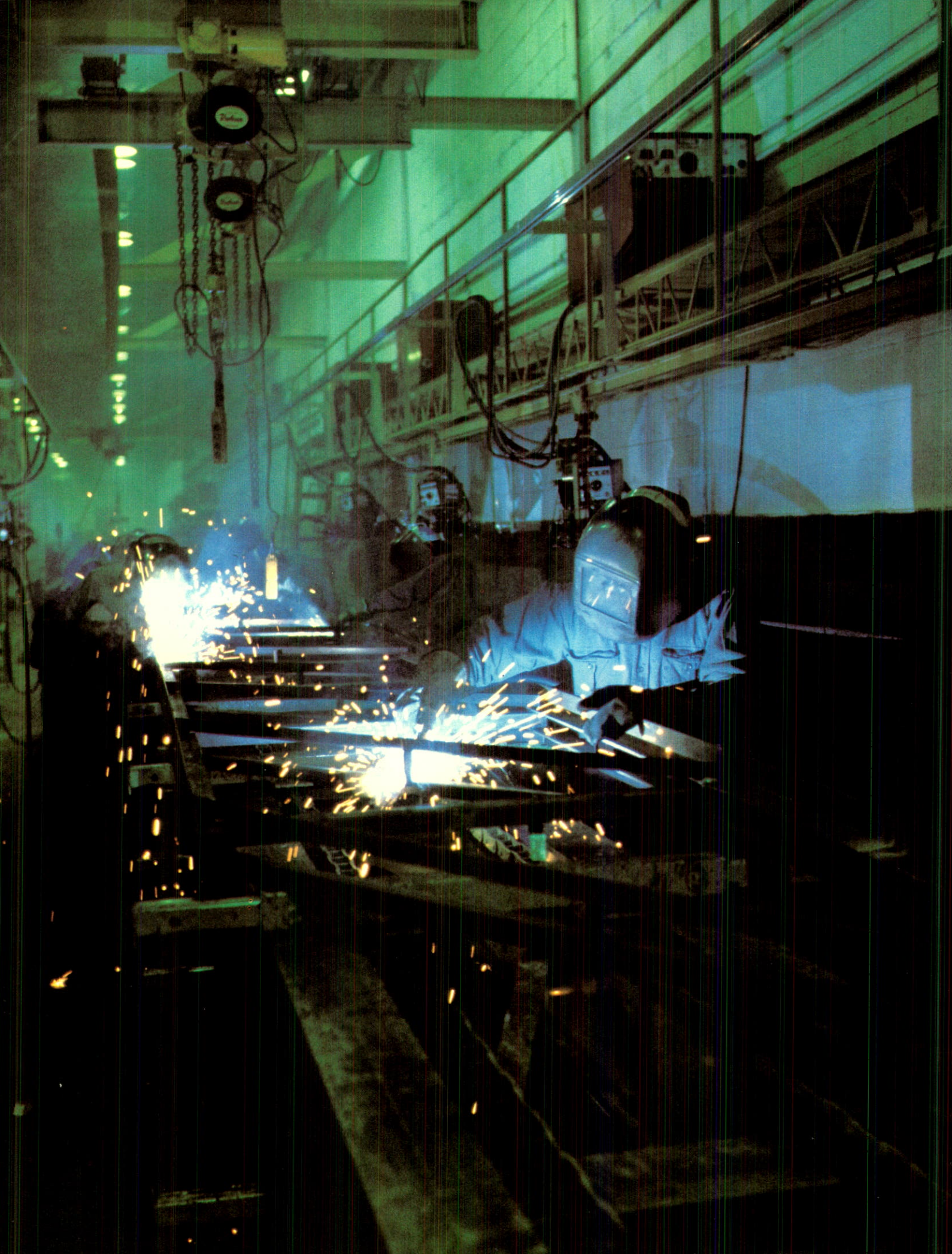
HOWARD ROSS LIBRARY
OF MANAGEMENT
JUL 25 1978
MCGILL UNIVERSITY



crédit industriel desjardins inc.



RAPPORT ANNUEL 1978





CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

FAITS SAILLANTS 1978

	1978	1977	1976
Actif total	\$65 172 341	\$44 572 711	\$28 091 168
Prêts consentis et acceptés	\$31 385 000	\$26 103 000	\$16 178 000
Dette à long terme	\$45 000 000	\$25 000 000	\$15 000 000
Revenus bruts d'exploitation	\$ 6 900 959	\$ 4 682 200	\$ 2 636 884
Dépenses d'intérêts en % des revenus ci-dessus	\$ 4 207 031 61%	\$ 2 396 985 51%	\$ 1 003 835 38%
Autres dépenses en % des revenus ci-dessus	\$ 1 554 756 23%	\$ 1 187 523 25%	\$ 976 380 37%
Bénéfice net en % des revenus ci-dessus	\$ 592 172 9%	\$ 571 692 12%	\$ 341 669 13%
Rendement du capital investi	5,01%	5,07%	2,92%

TABLE DES MATIÈRES

Conseil d'administration et membres de la direction	5
Message du président	6
Commentaires du vice-président exécutif	8
Diversification des actifs	
Répartition par activité économique	16
Répartition géographique	17
Rapport des vérificateurs	19
Bilan	20
Résultats	21
Bénéfices non répartis	21
Évolution de l'actif relatif au financement	22
Notes complémentaires	23

Ce rapport est le produit de l'enthousiasme et de la collaboration du personnel et de l'administration de Crédit Industriel Desjardins Inc.

If you would prefer to receive this report in English, please write to the Assistant-Treasurer, P.O. Box 8, Place Desjardins Station, Montréal, Québec H5B 1B2



Les membres du conseil d'administration, première rangée de gauche à droite: Lucien Viau, Hervé Hébert, Raymond Blais, François Richard et Denis Frenière; deuxième rangée dans le même ordre: Gilles Handfield, Paul Charbonneau, Pierre Goyette, Michel Bélanger, Jean-Paul Lapointe et Henri-Paul Trudel.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

***Raymond Blais, PRÉSIDENT**
Directeur général,
Union régionale de Québec des
Caisses populaires Desjardins

***François R. Richard, VICE-PRÉSIDENT**
Directeur général,
Union régionale de Montréal des
Caisses populaires Desjardins

***Henri-Paul Trudel, TRÉSORIER**
Directeur général,
Union régionale de Trois-Rivières des
Caisses populaires Desjardins

Denis Frenière, SECRÉTAIRE
Directeur général,
Union régionale de St-Hyacinthe des
Caisses populaires Desjardins

***Michel-F. Bélanger**
Président et chef de la direction,
Banque Provinciale du Canada

Paul R. Charbonneau
Directeur général,
Union régionale de Joliette des
Caisses populaires Desjardins

Pierre Goyette
Vice-président aux finances,
Consolidated-Bathurst Limitée

***Gilles Handfield**
Vice-président exécutif,
Crédit Industriel Desjardins Inc.

A.-Hervé Hébert
Président,
Fiducie du Québec

Jean-Paul Lapointe
Directeur général,
Caisse populaire de Charlesbourg

Lucien Viau
Conseiller en administration

MEMBRES DE LA DIRECTION

Gilles Handfield
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF

Jacques Cloutier
DIRECTEUR DU SERVICE DES PRÊTS

Richard Jacques
TRÉSORIER ADJOINT

Richard Aubry
DIRECTEUR, SUCCURSALE MONTRÉAL-LAVAL

Raymond Boulanger
DIRECTEUR, SUCCURSALE MONTRÉAL-RIVE-SUD

Jacques Brien
DIRECTEUR, SUCCURSALE QUÉBEC

Paul Juneau
DIRECTEUR, SUCCURSALE CENTRE DU QUÉBEC

Banquier
Banque Provinciale du Canada

Vérificateurs
Maheu, Noiseux & Associés

Registraire et Agent de transfert
Fiducie du Québec

Siège social
1, Complexe Desjardins
Montréal, Québec H5B 1B2
Téléphone: 281-7650
Ligne directe: 1-800-361-8421

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Nous avons commencé l'année 1978 avec un optimisme modéré, compte tenu des comportements de l'économie et de l'absence de consensus sur la performance projetée dans nombre de secteurs économiques. Cependant, forte d'une organisation bien structurée, la compagnie a terminé l'exercice avec d'excellents résultats.

L'année 1978 a clairement constitué une étape significative dans le court historique de la compagnie! Nous avons réussi à établir clairement notre présence dans le secteur du financement à terme de l'entreprise au Québec. Notre volume de plus de \$31 000 000 de prêts souscrits est éloquent à cet égard. Il semble donc que les entrepreneurs du Québec considèrent de plus en plus CID comme partenaire de leur développement. L'ensemble de nos résultats de 1978 témoigne de l'effort soutenu et du rendement exceptionnel de tout notre personnel.

Qu'il me soit permis de souligner le départ de mon prédécesseur. Nous avons dû à regret accepter la décision de Monsieur A.-Hervé Hébert de ne point renouveler son mandat de président. Son expérience, l'intérêt manifesté et la contribution apportée à la compagnie se sont avérés inestimables. Nous avons été heureux cependant de son accord de demeurer au sein du conseil d'administration.

Au cours de l'année, nous avons continué à recourir au marché public de capitaux pour financer l'expansion de nos activités. Nous sommes fiers de l'accueil réservé aux deux émissions de \$10 millions chacune de titres à long terme émis dans le public. Les épargnants et les institutions financières acquéreurs de cette catégorie de titres réaffirment

ainsi leur confiance à CID qui vient de clore sa troisième année d'exploitation.

Nous devons également souligner l'excellente réception et l'activité soutenue démontrées lors de nos émissions de billets à court terme. CID a développé en 1978 cet instrument très important dans la gestion de son passif. Cette source additionnelle de capitaux revêt une importance de plus en plus significative compte tenu des tendances de notre industrie. Entre autres, une partie croissante de nos transactions comportent désormais un taux d'intérêt fluctuant et la source de capitaux désignée pour les financer adéquatement, les billets à ordre, comportent aussi un taux d'intérêt fluctuant.

Nous entreprenons l'année 1979 avec confiance et détermination. Notre présence sans cesse grandissante dans l'industrie du prêt à terme et l'objectif de régionaliser davantage nos activités nous incitent, malgré l'absence d'une reprise importante des investissements dans le secteur privé, à un déploiement pondéré de nos activités dans les prochains mois.

Les hausses importantes depuis la fin de l'été 1978 des taux d'intérêts, tout spécialement ceux à court terme, nous permettent d'anticiper une croissance plus faible de la demande pour les services offerts actuellement par la compagnie. Un climat économique incertain incite généralement les dirigeants d'entreprises à retarder la réalisation de leurs projets d'expansion ou de modernisation. Conséquemment, cette attitude pourra ralentir le rythme d'obtention de nouvelles affaires au premier semestre de 1979.

Nous sommes bien déterminés à continuer d'assumer toutes nos responsabilités corporatives, tant auprès de notre clientèle qu'auprès de nos actionnaires. Pour ce faire, nous croyons que la croissance soutenue et profitable demeure le meilleur moyen d'y arriver. Afin de continuer de progresser au rythme approprié, nous avons mis au point une double stratégie pour 1979: régionalisation et diversification de nos services.

Un réseau de succursales dont une nouvelle à être implantée bientôt au centre du Québec nous permettra d'être encore plus au fait des projets dans chaque région. Ensuite, nous allons procéder à une diversification de nos activités de prêts par l'addition d'autres types de financement.

Le crédit-bail a été jusqu'à présent offert sur une base restreinte. Les sommes engagées à ce jour dans cette activité ont été modestes. Cependant, il nous apparaît que ce mode de financement, souple, flexible et qui présente des avantages particuliers multiples pour l'entreprise moderne constituera un jalon de plus en plus important de nos nouvelles affaires. Dans les prochains mois, nous allons mettre au point un programme efficace de commercialisation à cette fin. De plus, nous projetons de développer le financement par contrat de vente conditionnelle et un programme de crédit agricole. L'ensemble du prêt à terme et de ces trois instruments complémentaires de financement fera de CID un partenaire des plus dynamiques de l'entrepreneur québécois.

Les efforts soutenus de la part des membres du conseil d'administration, une efficacité opérationnelle exceptionnelle de tout notre personnel et la préférence que nous accorde notre clientèle consolident notre confiance en l'avenir. La détermination dont toute l'organisation fait preuve pour relever les défis quotidiens vient aussi constituer une garantie additionnelle du développement profitable de CID.



Raymond Blais

COMMENTAIRES DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF

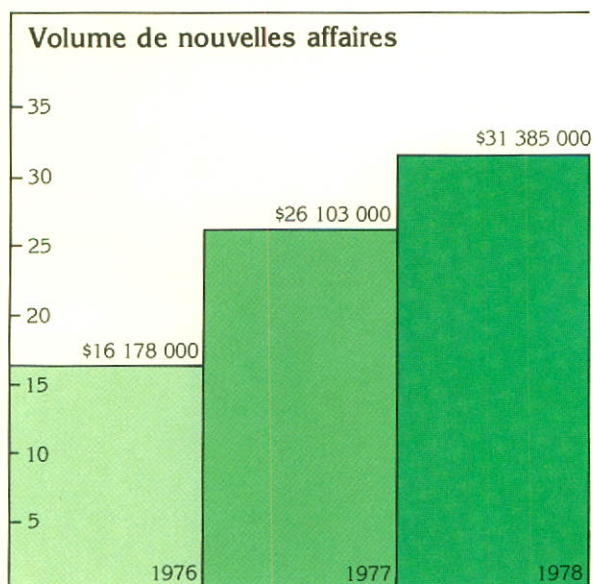
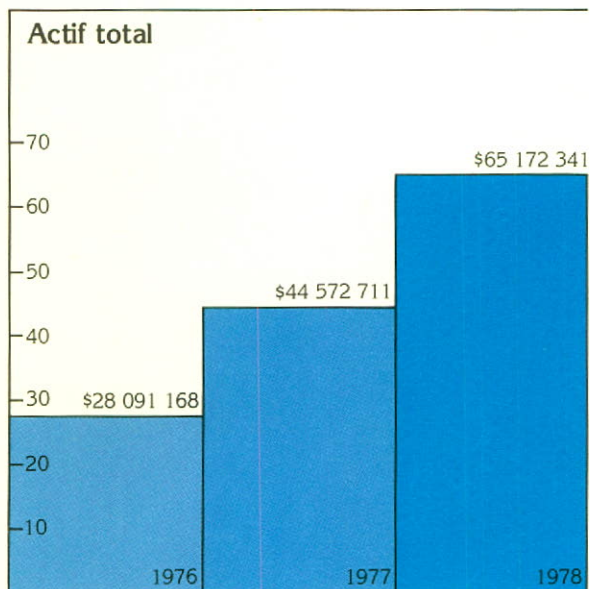
C'est avec enthousiasme et satisfaction que j'ai l'honneur de vous transmettre ce commentaire sur les résultats d'exploitation du troisième exercice financier de la compagnie terminé le 31 décembre 1978. Le portefeuille de prêts, le volume de nouvelles affaires et les revenus d'exploitation ont atteint de nouveaux sommets avec, dans certains cas, un accroissement de près de 50 pour cent sur les résultats de l'exercice précédent.

En premier lieu, je dois souligner l'esprit d'équipe, la motivation et la compétence de notre personnel. Je tiens de plus à exprimer ma reconnaissance à tous les membres de l'équipe pour la loyauté et le dévouement manifestés dans l'acquittement de leurs fonctions.

Régionaliser nos efforts

Nous avons poursuivi le développement et l'expansion de notre organisation au cours de l'exercice par l'addition de nouveaux points de service, avec l'objectif d'améliorer la présence de notre compagnie au niveau régional. En début de période, nous avons scindé les activités de la succursale Montréal en créant deux unités administratives, soient Montréal-Laval et Montréal-Rive-Sud. Cette mesure accroît notre présence dans le milieu commercial et industriel de la métropole. Conscient de la nécessité de régionaliser graduellement l'exploitation de la compagnie, nous avons créé, en fin de période, une quatrième succursale, celle du Centre du Québec. C'est là une démonstration de notre détermination de conquérir rapidement une partie importante de notre marché de financement à terme.





L'accroissement du volume de nouvelles affaires et du portefeuille de prêts ainsi que l'augmentation du nombre de points de service ont déjà nécessité certaines modifications aux structures opérationnelles. Considérant la progression rapide de l'organisation et notre diversification par l'addition de deux nouveaux types de financement, des modifications additionnelles devront être apportées au cours de 1979 afin que se développent parallèlement et l'entreprise et ses ressources humaines.

Artisan de progrès

Les prêts consentis depuis les tout débuts l'ont été principalement à des petites ou moyennes entreprises commerciales et industrielles, ces entreprises représentant le marché cible de notre compagnie. Les financements accordés ont permis à ces entreprises la modernisation de l'équipement, l'implantation de nouvelles industries ou la diversification des produits offerts, l'acquisition ou la fusion aux fins de rendre plus économique l'exploitation existante, le renflouement de fonds de roulement grevés par des dépenses d'immobilisation, la recherche nécessaire à la commercialisation de nouveaux produits ou encore la conquête de nouveaux marchés grâce à l'exportation. Ces financements ont contribué à augmenter la productivité, à rendre ces entreprises plus rentables, et par voie de conséquences, fournir leur apport particulier à une économie plus stable et génératrice d'emplois.

La diversification de l'actif et sa répartition par activité économique indique que 64 pour cent des financements accordés l'ont été à des entreprises de fabrication. La tendance



s'est maintenue au cours du présent exercice et le pourcentage demeure sensiblement le même que lors de l'exercice précédent.

Il est intéressant de noter la croissance du secteur commerce qui représente plus de 16 pour cent alors qu'à la fin de l'exercice précédent il représentait 11 pour cent du portefeuille.

La ventilation géographique de nos financements est relativement bien répartie. Certains secteurs importants de notre économie qui avaient connu des pauses dans leur développement ont vu, durant la période, leur position se raffermir grâce à la clairvoyance de leurs dirigeants soutenus par divers organismes gouvernementaux au besoin.

Depuis le troisième trimestre de 1978, les économistes constatent que les intentions en dépenses d'investissement laissent prévoir une accélération des investissements en immobilisations, installations et machineries durant 1979. Par contre, les entreprises sont frappées par la politique monétaire canadienne avec ses taux d'intérêts records qui, combinée à la réimposition des taxes de vente, pourraient contrer une reprise accentuée des investissements. En conséquence, nous prévoyons que les besoins en financement des sociétés se manifesteront davantage dans le deuxième semestre de 1979.

Un environnement exigeant

La concurrence intensive existant dans notre industrie ainsi que les nouveaux besoins des entreprises nous ont incités à offrir, sur une base sélective, des prêts comportant un taux d'intérêt fluctuant. Compte tenu de la présence grandissante des institutions canadiennes et étrangères de dépôt et de crédit dans notre sphère d'activité, l'exploitation traditionnelle de la compagnie est appelée à se modifier afin de continuer d'augmenter sa part du marché au même rythme.

Rendre nos efforts plus efficaces

La direction entreprend en 1979 un programme de politiques destinées à faire participer CID, avec une disponibilité accrue et des ressources nouvelles, au développement de ses clients. Nous entendons en premier lieu nous approprier une partie intéressante du marché du crédit-bail grâce à une commercialisation agressive et efficace de ce produit.

Le crédit-bail qui représente encore un faible pourcentage du total de nos affaires est appelé à prendre un essor substantiel. Ce mode de financement moderne répond au besoin de plusieurs entreprises par sa grande flexibilité, les avantages fiscaux qui peuvent en découler en plus de simplifier la gestion

budgétaire traditionnelle. Le crédit-bail constitue, somme toute, une source de fonds additionnelle pour le dirigeant d'entreprise.

Conformément à la politique d'intervention diversifiée de la compagnie, nous offrons en plus un nouveau type de financement au cours de 1979, soit le contrat de vente conditionnelle. Ce nouveau produit comporte comme caractéristique principale une rapidité d'exécution et une grande flexibilité opérationnelle. Il est nécessaire que nous mettions à la disposition de nos emprunteurs actuels et potentiels ce type de financement, complétant ainsi la gamme des produits offerts.

Nous mettrons bientôt sur pied un programme de prêt agricole à long terme. Il est particulièrement intéressant pour la compagnie de dispenser ce dernier mode de financement, considérant la part relativement importante de l'agriculture dans notre économie et à cause de la nature même de l'exploitation agricole moderne plus intensive en capital que dans le passé. Il est approprié que nous soyons présents auprès des agriculteurs puisque notre vocation corporative consiste à participer à l'essor des entreprises commerciales, industrielles et agricoles en mettant à leur disposition nos ressources financières.

Un outil de gestion

Durant l'année, nous avons graduellement mis en place un système informatique de comptabilité et d'information de gestion. Cet outil nous permettra de suivre plus rapidement notre performance et de gérer plus facilement notre actif. La direction à plusieurs niveaux sera plus à même de mesurer le progrès des activités et de planifier le travail en conséquence. Nous avons désormais plus de souplesse à rassembler et à présenter périodiquement dans le détail l'état de l'actif et des catégories de dettes.

Financer notre expansion avec justesse

Le modus operandi de l'entreprise s'étant modifié partiellement, dû au nombre et au volume de nouvelles affaires souscrites comportant un taux d'intérêt fluctuant, nous avons eu recours dans un premier temps à l'émission de billets à court terme sur les marchés institutionnels de capitaux. L'excellent accueil réservé à cette catégorie de titres nous incite à recourir davantage à cette forme de financement. Un niveau d'endettement de \$10 à \$20 millions nous permettra, entre autres, de visiter au moment opportun le marché public à long terme pour le financement à plus longue échéance de la dette à court terme de la compagnie. En fonction du montant des prêts à taux fluctuant, il deviendra judicieux de réaliser un financement à taux variable



comportant une échéance plus ajustée à celle du portefeuille à taux fluctuant de la compagnie.

La gestion du passif représente une phase clé de notre exploitation et requiert de la direction une attention toute particulière compte tenu des variations de taux d'intérêt fort volatiles. Les déboires des dollars canadiens et américains, intimement reliés aux hausses de taux d'intérêt que nous avons connues au cours du dernier semestre de 1978 en particulier, nous ont démontré la nécessité d'une gestion agressive mais réaliste du financement de CID.

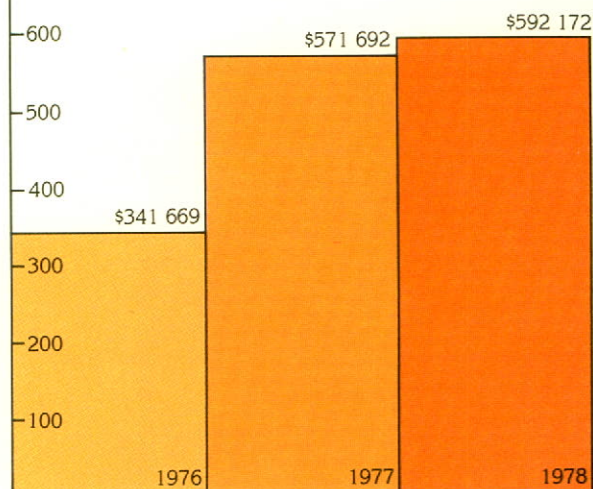
La revue financière

Les revenus bruts d'exploitation montrent une progression de 47 pour cent pour atteindre \$6,9 millions. Cet accroissement des revenus bruts reflète l'augmentation des nouvelles affaires qui se sont accrues de plus de 20 pour cent durant l'exercice.

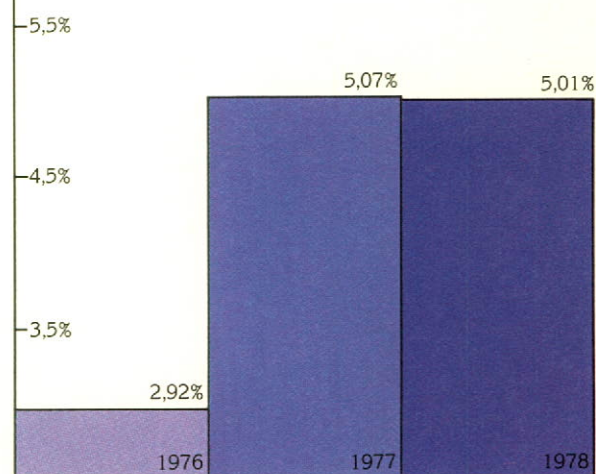
Les dépenses en intérêts ont atteint \$4,2 millions et représentent cette année 61 pour cent des revenus bruts d'exploitation contre 51 pour cent l'an dernier. Cette tendance est appelée à se maintenir avec la part croissante que prendra la dette dans la capitalisation totale. C'est par un degré optimal d'endettement que nous rentabiliserons le mieux la mise de fonds des actionnaires.

Les dépenses autres que les intérêts ne représentent plus que 23 pour cent des revenus bruts d'exploitation par opposition à 25 pour cent l'an dernier. Ces dépenses n'ont en fait augmenté que de 31 pour cent pendant que les revenus d'exploitation s'accroissaient de près de 50 pour cent. Ces derniers chiffres illustrent bien la haute productivité de l'équipe.

Bénéfice net



Rendement du capital investi



La provision pour pertes encourues et estimées a été majorée au cours de l'exercice d'une somme de \$386 069 pour atteindre un niveau de \$1 026 743, soit 1,58 pour cent du portefeuille de prêts à terme et de crédit-bail.

Notre politique relative au maintien d'une provision pour pertes éventuelles d'un minimum de 1,50 pour cent du portefeuille de prêts à terme et de crédit-bail, majorée d'un montant de pertes estimées incluant les frais de liquidation à être encourus, est judicieuse et tient compte d'une réalité économique. Notre vigueur à l'égard de la protection de nos prêts a jusqu'à maintenant porté fruit, puisque après trois années complètes d'activités une perte unique d'un montant négligeable a été enregistrée. Les arrérages en fin d'exercice étaient des plus satisfaisants compte tenu du comportement de l'économie au cours du deuxième semestre de l'année 1978.

Le bénéfice net de l'exercice ne s'est accru que de 4 pour cent et représente \$592 172 ou \$10,84 par action ordinaire, alors que le bénéfice de l'exercice précédent représentait \$571 692 ou \$10,43 par action ordinaire. Cette augmentation restreinte de notre rentabilité s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs.

La concurrence intensive subie par la compagnie a amoindri la marge bénéficiaire brute. De plus, compte tenu de notre courte existence corporative, l'on doit considérer la nécessité pour l'entreprise d'encourir des frais fixes plus élevés particulièrement au niveau de la masse salariale afin de continuer le développement de nos ressources humaines. L'accroissement de la provision pour pertes éventuelles est particulièrement significatif et tient compte de sommes très importantes qui n'ont pratiquement pas été compensées par les revenus provenant de prêts, puisque pour plusieurs ils ont été déboursés au dernier trimestre.

De plus, le coût relativement élevé de la dette encourue sous forme de débenture a été réalisé au début de l'exercice. Cette transaction a permis à la compagnie de satisfaire en capital junior l'expansion du passif des prochaines années. Nous devons accepter le fait que des sommes importantes représentent un investissement de la compagnie qui se traduira par une profitabilité accrue au cours des prochains exercices.

Notre performance devra s'améliorer en ce qui regarde notre niveau de rentabilité et nous allons tenter de redresser la situation de façon satisfaisante. À elle seule, notre capacité de financer des montants plus importants par des billets à court terme sur le marché

institutionnel public permettra des économies substantielles des frais financiers.

Nous avons versé à la fin de l'exercice un dividende de \$5 sur les 10 000 actions privilégiées; il s'agissait du troisième dividende en autant d'années d'existence.

En conclusion

Nous sommes très satisfaits des résultats globaux de cette troisième année d'activités, compte tenu de la vive concurrence dans notre industrie et de la dimension et la souplesse de notre organisation pour rivaliser avec des institutions plus importantes et soutenir ainsi une saine concurrence en matière de prix, de service et d'expertise dans des segments particuliers du financement d'entreprise.

Les conditions qui prévalent dans notre industrie présentent un réel défi à tous les niveaux de l'entreprise. CID occupe déjà une place enviable dans son marché et s'est bâti toute la crédibilité nécessaire au financement de ses affaires. Et fort de la préférence de nombreux dirigeants de petites et moyennes entreprises dynamiques, CID est appelé comme partenaire financier à poursuivre sa contribution à l'essor de notre économie.

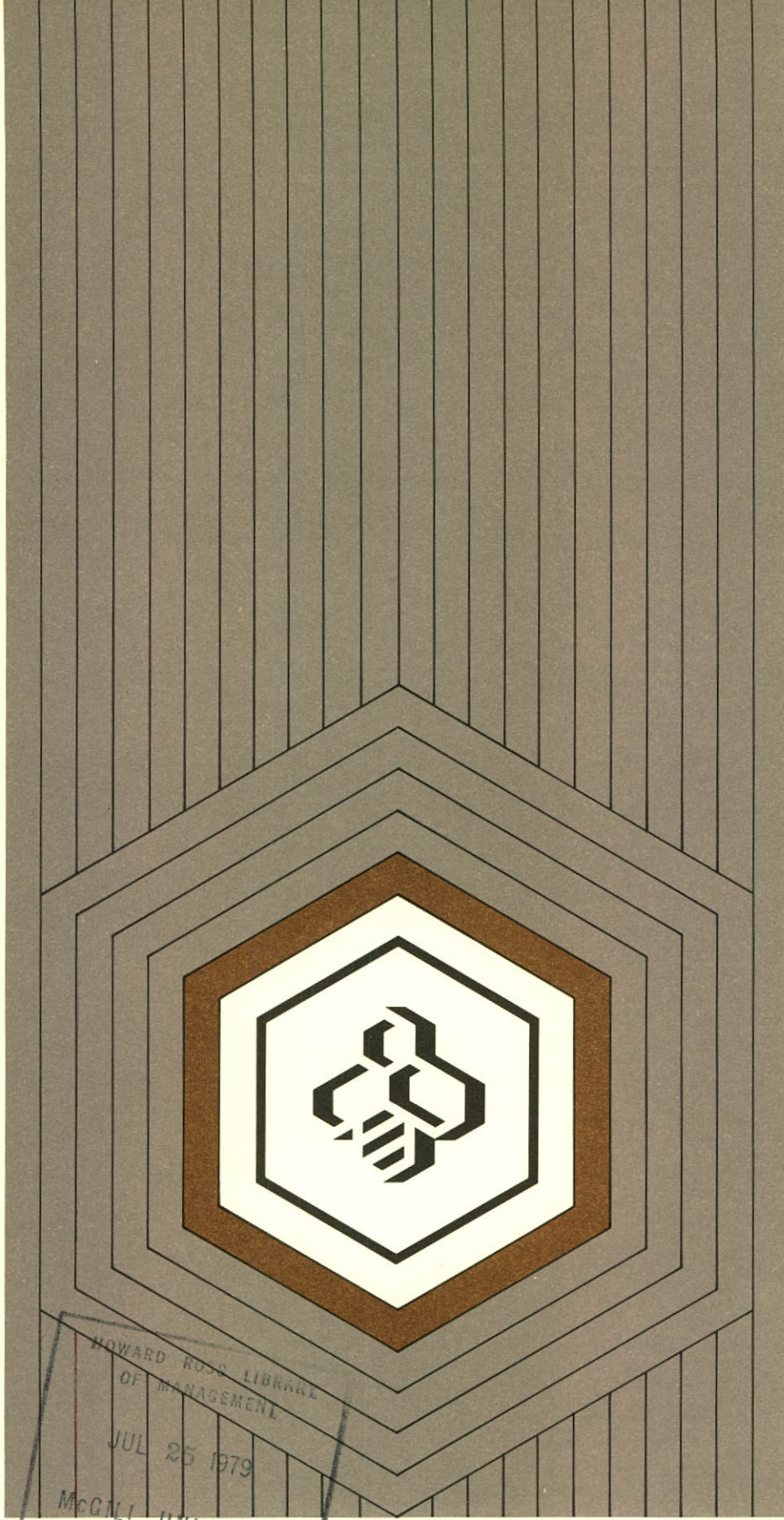


Gilles Handfield

ANNUAL REPORT 1978



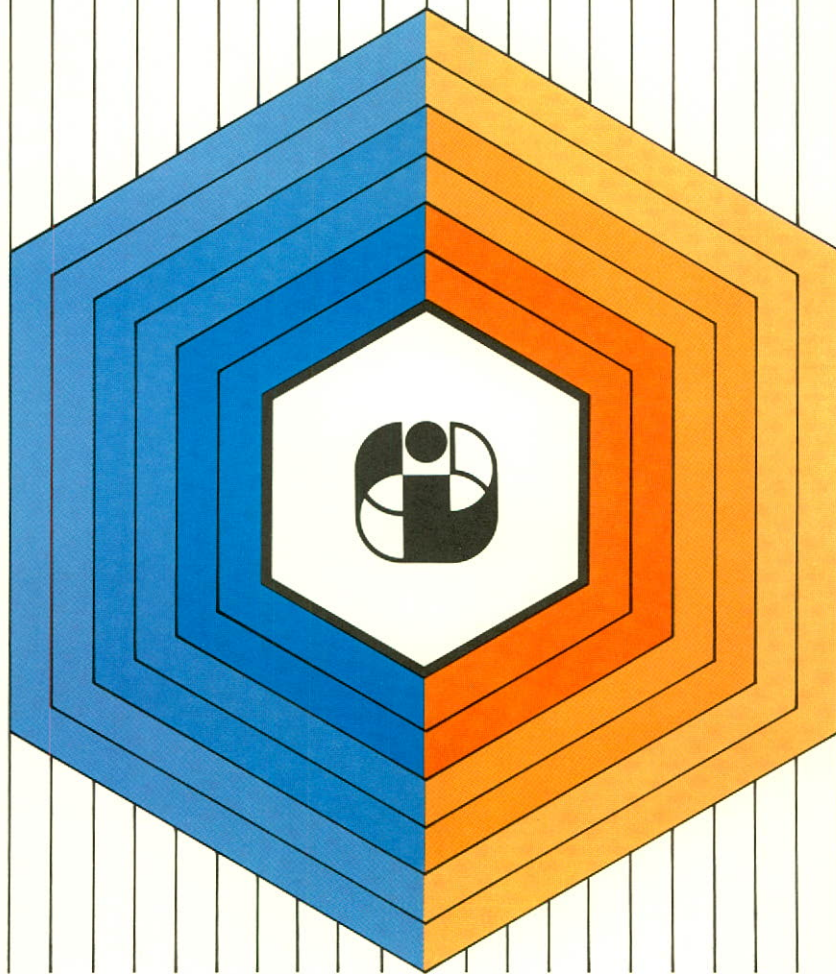
crédit industriel desjardins inc.



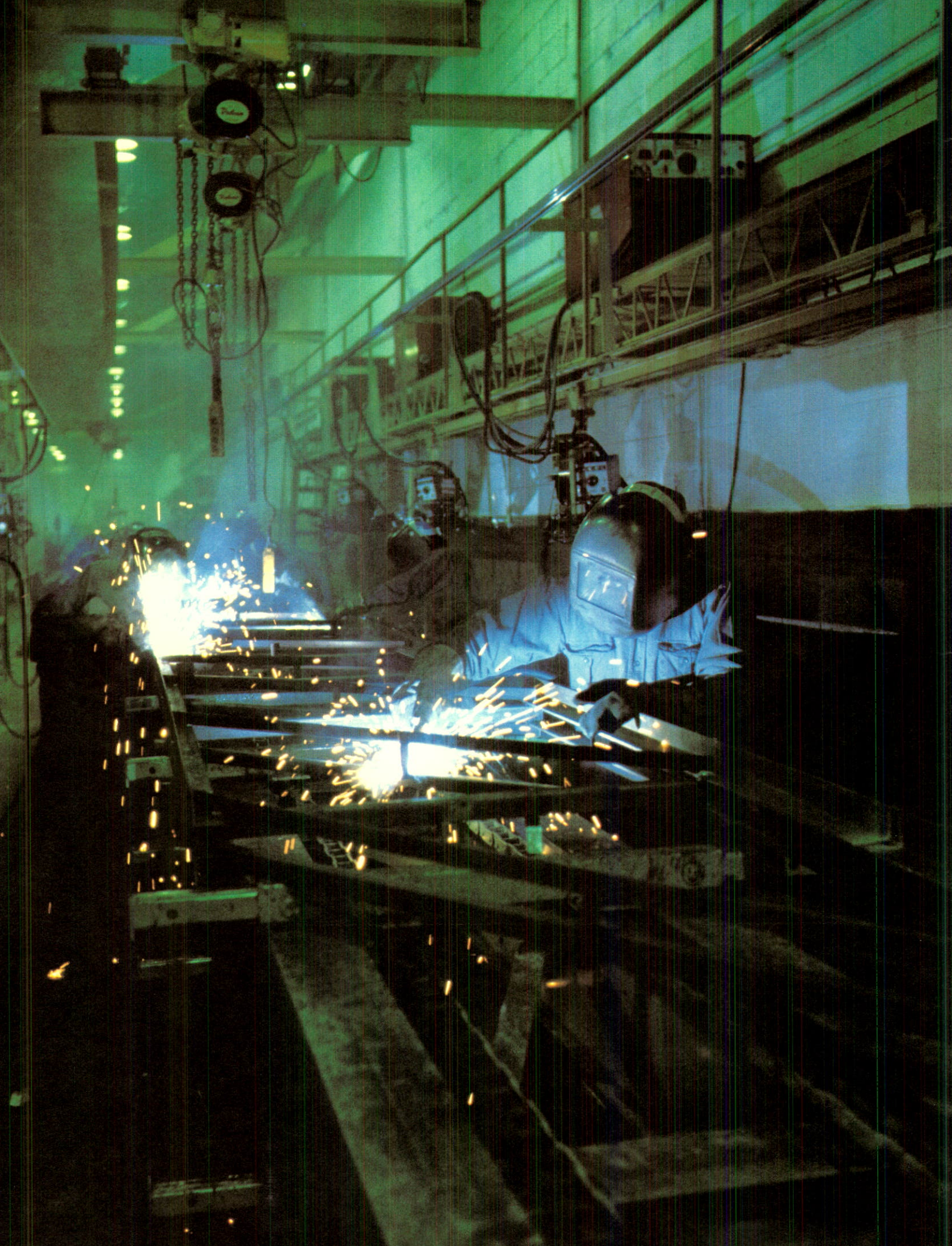
HOWARD ROSS LIBRARY
OF MANAGEMENT
JUL 25 1979
MCGILL UNIVERSITY

an institution of the caisses populaires desjardins movement

C



ANNUAL REPORT 1978





CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

HIGHLIGHTS 1978

	1978	1977	1976
Total assets	\$65 172 341	\$44 572 711	\$28 091 168
Accepted financing	\$31 385 000	\$26 103 000	\$16 178 000
Long term debt	\$45 000 000	\$25 000 000	\$15 000 000
Gross revenue	\$ 6 900 959	\$ 4 682 200	\$ 2 636 884
Cost of funds borrowed as % of gross revenue	\$ 4 207 031 61%	\$ 2 396 985 51%	\$ 1 003 835 38%
Other expenses as % of gross revenue	\$ 1 554 756 23%	\$ 1 187 523 25%	\$ 976 380 37%
Net earnings as % of gross revenue	\$ 592 172 9%	\$ 571 692 12%	\$ 341 669 13%
Return on investment	5.01%	5.07%	2.92%

CONTENTS

Directors and Officers	5
Message from the President	6
Remarks of the Executive Vice-President	8
Diversification of Assets	
Classification by Economic Activity	16
Geographical Distribution	17
Auditors' Report	19
Balance Sheet	20
Earnings	21
Retained Earnings	21
Changes in Financing Assets	22
Notes to Financial Statements	23

This report is the result of the enthusiasm and the cooperation of the staff and management of Crédit Industriel Desjardins Inc.

Si vous préférez recevoir ce rapport en français, veuillez vous adresser au Trésorier adjoint, C.P. 8, Succursale Place Desjardins, Montréal, Québec H5B 1B2



Members of the Board of Directors, first row, from left to right: Lucien Viau, Hervé Hébert, Raymond Blais, François Richard and Denis Frenière. Second row, from left to right: Gilles Handfield, Paul Charbonneau, Pierre Goyette, Michel Bélanger, Jean-Paul Lapointe and Henri-Paul Trudel.

DIRECTORS

- *Raymond Blais, PRESIDENT**
General Manager,
Union régionale de Québec des
Caisses populaires Desjardins
- *François R. Richard, VICE-PRESIDENT**
General Manager,
Union régionale de Montréal des
Caisses populaires Desjardins
- *Henri-Paul Trudel, TREASURER**
General Manager,
Union régionale de Trois-Rivières des
Caisses populaires Desjardins
- Denis Frenière, SECRETARY**
General Manager,
Union régionale de St-Hyacinthe des
Caisses populaires Desjardins
- *Michel-F. Bélanger**
President and Chief Executive Officer
The Provincial Bank of Canada
- Paul R. Charbonneau**
General Manager,
Union régionale de Joliette des
Caisses populaires Desjardins
- Pierre Goyette**
Vice-President — Finance,
Consolidated-Bathurst Limited
- *Gilles Handfield**
Executive Vice-President,
Crédit Industriel Desjardins Inc.
- A.-Hervé Hébert**
President,
Quebec Trust
- Jean-Paul Lapointe**
General Manager,
Caisse populaire de Charlesbourg
- Lucien Viau**
Management Consultant

OFFICERS

- Gilles Handfield**
EXECUTIVE VICE-PRESIDENT
- Jacques Cloutier**
MANAGER, LOAN DEPARTMENT
- Richard Jacques**
ASSISTANT-TREASURER
- Richard Aubry**
BRANCH MANAGER, MONTREAL-LAVAL
- Raymond Boulanger**
BRANCH MANAGER, MONTREAL-SOUTH SHORE
- Jacques Brien**
BRANCH MANAGER, QUEBEC
- Paul Juneau**
BRANCH MANAGER, CENTRAL QUEBEC
- Banker**
The Provincial Bank of Canada
- Auditors**
Maheu, Noiseux & Associates
- Registrar & Transfer Agent**
Quebec Trust
- Head Office**
1, Complexe Desjardins
Montréal, Québec H5B 1B2
Phone: 281-7650
Direct line: 1-800-361-8421

MESSAGE FROM THE PRESIDENT



We started the year 1978 with tempered optimism, considering the behaviour of the economy and the lack of consensus on performance projected in many sectors of the economy. However, due to a well structured organization, the Company ended the financial year with excellent results.

In the short history of the Company the year 1978 clearly represents a significant stage! We succeeded in firmly establishing our presence in the area of long-term business financing in Québec. The volume of more than \$31 000 000 of loans underwritten is eloquent testimony in this respect. It appears that Québec entrepreneurs are increasingly considering CID as a partner in their development. Our results for 1978 are a real tribute to the sustained effort and exceptional performance of all our personnel.

It is my privilege to call your attention to the departure of my predecessor. With great regret we had to accept the decision of Mr. A.-Hervé Hébert to give up his responsibilities as president. Through his experience and his interest, the contribution made to the Company have proven invaluable and we are happy that he has agreed to stay on as a member of our Board of Directors.

Throughout the year we continued to go to the public capital market to finance the expansion of our operations. We are proud of the reception given to the two long-term issues of \$10 000 000 each by the investors and financial institutions acquiring this type of security, thus reaffirming their confidence in CID as it completes its third year of operations.

We should also underline the excellent reception and sustained activity shown when we issued short-term notes. CID in 1978 de-

veloped this important instrument of debt management. This additional source of capital is assuming increasing significance and importance, considering the trends in our industry. Among other activities, a growing share of our transactions have begun to carry fluctuating interest rates and promissory notes, the source of capital assigned for their adequate financing, will also bear a fluctuating interest rate.

We start 1979 with renewed confidence and determination. Our steadily growing presence in the term loan industry and our objective of further regionalizing our operations, prompt us, in spite of the absence of a significant resumption of investments in the private sector, to a balanced development of our activities in the coming months.

The significant increases in interest rates since the end of summer 1978, especially in short-term rates, lead us to expect a weaker growth in demand for the services currently offered by the Company. An uncertain economic climate generally causes business managers to delay realization of their expansion or modernization projects. This attitude can consequently slow our rate of new business growth in the first half of 1979.

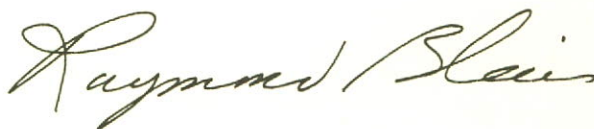
We are firmly determined to continue assuming all of our corporate responsibilities, with respect to both our clientele and our shareholders. We believe sustained and profitable growth is still the best way to do this. To grow at an appropriate rate, we have undertaken a double strategy for 1979: the regionalization and the diversification of our services.

A branch network, including one to be opened soon in Central Québec, will allow us

to keep ourselves even better informed about projects in each region. We will also proceed to a diversification of our lending activities through the addition of other types of financing.

Leasing has up to now been offered on a limited basis. The amounts committed to this activity have been rather small. It appears to us, however, that this means of financing is versatile, flexible, and offers many specific advantages for modern businesses and will constitute an increasingly important part of our new business. In the coming months we will initiate an effective marketing program to further develop this business. Moreover, we propose to offer financing by conditional sales contract and a farm credit program. Taken together, term loans and these three complementary financial instruments will make CID a more dynamic partner for the Québec entrepreneur.

The efforts of the members of our Board of Directors, the exceptional operating efficiency of all our personnel and the preference shown by our clientele, strengthen our faith in the future. The determination which the entire organization has shown in meeting daily challenges also gives an additional guarantee of the profitable development of CID.



Raymond Blais

REMARKS OF THE EXECUTIVE VICE-PRESIDENT

It is with both enthusiasm and satisfaction that I have the honour to comment on the results of the Company's third financial year, ended December 31, 1978. The loan portfolio, the volume of new business and the operating revenue have reached new levels with, in some cases, an increase of nearly 50 per cent over the results of the previous year.

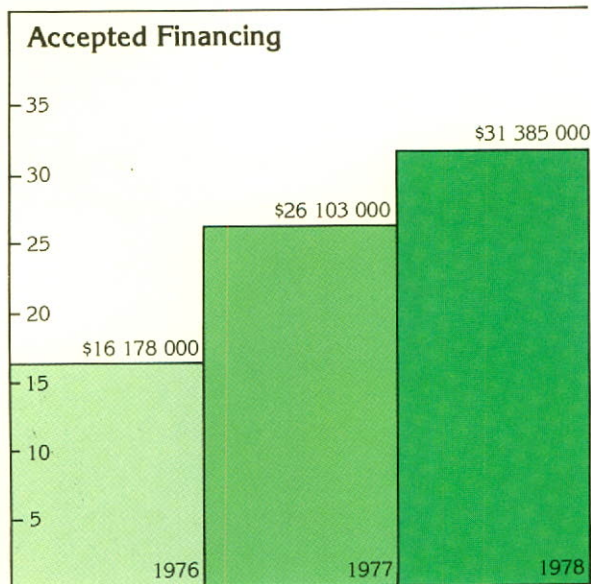
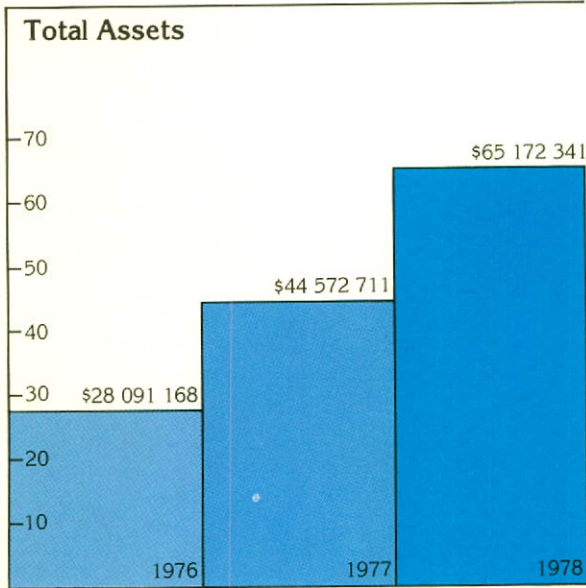
First let me underline the team spirit, the motivation, and the competence of our personnel. Moreover I would like to express recognition to all members of the team for their loyalty and obvious devotion in carrying out their functions.

Regionalizing our efforts

We have pursued the development and expansion of our organization during the year by the addition of new branches, to improve the presence of the Company at the regional level. To begin with, we split the operations at the Montréal branch by creating two administrative units: Montréal-Laval and Montréal-South Shore. This decision increased our presence in the commercial and industrial field of the metropolitan area. Aware of the necessity of regionalizing our operations, we created, towards the end of the period, a fourth branch: Central Québec. This is a demonstration of our determination to obtain rapidly a more important share of the term financing market.

The growing volume of new business and the increase of our loan portfolio, as well as the addition of branches, have already made necessary some modifications in operational structures. Considering our rapid progress, and our diversification by the addition of two





new types of financing, further modifications should be made in 1979, so that both the Company and its human resources be developed together.

Creating progress

Loans made since the very beginning have been mainly granted to small and medium-sized business, our target market. The financing provided to these enterprises enabled them to modernize equipment, initiate new industries or diversify product lines, acquire or merge with other firms to make existing operations more economical, restore working capital burdened by capital expenditures, engage in the research necessary for the marketing of new products, or the development of new markets through export. This financing contributed to productivity, made these enterprises more viable and consequently made their own contribution towards a more stable and employment-generating economy.

The diversification of assets and their breakdown by economic activity indicate that 64 per cent of the term financing was granted to manufacturing concerns. This trend has maintained in the current year and the percentage remains at practically the same level as in the preceding year.

It is interesting to note the growth in the trade sector, which represents more than 16 per cent of the portfolio while, at the end of the preceding period, it represented only 11 per cent.

Geographic analysis shows our financing to be relatively well spread. Some important sectors of our economy, which have experienced slow growth in their development, saw



their position during this period strengthened again, thanks to the foresight of their management supported by various government agencies as needed.

Since the third quarter of 1978, economists note that capital expenditure intentions permit us to anticipate an acceleration of investments in plants and machinery during 1979. On the other hand, business has been hit by Canadian monetary policy and its record interest rates which combined with the renewed imposition of sales taxes, may thwart a strong resumption of investment. As a result we foresee that the financial needs of corporations will make themselves further evident in the second half of 1979.

A demanding environment

The intensive competition which exists in our industry along with the new needs of the business world have prompted us to offer, on a selective basis, loans carrying a fluctuating rate of interest. Taking into account the increasing presence of Canadian and foreign savings and loan institutions in our industry, the traditional operations of the Company require modification if we are to continue to increase our share of the market at the same rate.

Making our efforts more effective

Management undertakes in 1979 a program of policies so designed, that CID will participate, with increased accessibility and new resources, in our clientele's development. We expect first to take an interesting share of the leasing market through aggressive and efficient marketing of this product.

Leasing, which still represents a small proportion of our total receivables, is expected to grow substantially. This method of financing responds to the needs of many businesses through its great flexibility and the fiscal advantages derived from it, and through simplifying traditional budgetary management. Leasing represents an additional source of funds for the modern business manager.

In accordance with our policy of diversification of our services, we will also provide a new type of financing in 1979: the conditional sales contract. This new product will have, as its main characteristics, rapid execution and great operational flexibility. It is important that we put at the disposition of our borrowers, present and potential, this type of financing thus completing the variety of products offered.

We will soon offer a program of long-term farm loans. It is particularly interesting for the Company to provide this form of financing considering the relative importance of agriculture in our economy and because the nature of modern agricultural operation is much more capital intensive than in the past. It is appropriate that we offer this product to farmers since our corporate goal is to participate in the growth of commercial, industrial and agricultural enterprises by making our financial resources available to them.

A management tool

During the year we gradually implemented a data processing system for accounting and management information. This tool will allow us to closely scrutinize our performance and manage our assets even more carefully. Our management at many levels will be more able to measure the progress of their operations and so forecast their needs. We will have a greater flexibility to collect data and present periodically in detail the state of our operations.

Sound financing of our expansion

The modus operandi of our company having been somewhat modified, due to the number and volume of new business underwritten carrying a fluctuating rate of interest, we issued for the first time short-term notes in the institutional capital market. The excellent reception given to this category of securities encourages us to use more frequently this form of financing. A level of indebtedness of \$10 to \$20 million will allow us to go to the public long-term market at ap-



appropriate time to refinance the short-term debt of the Company with more applicable maturities. Also considering the amount of our loan portfolio at fluctuating interest rate, it will become advisable to obtain long-term financing at fluctuating rate.

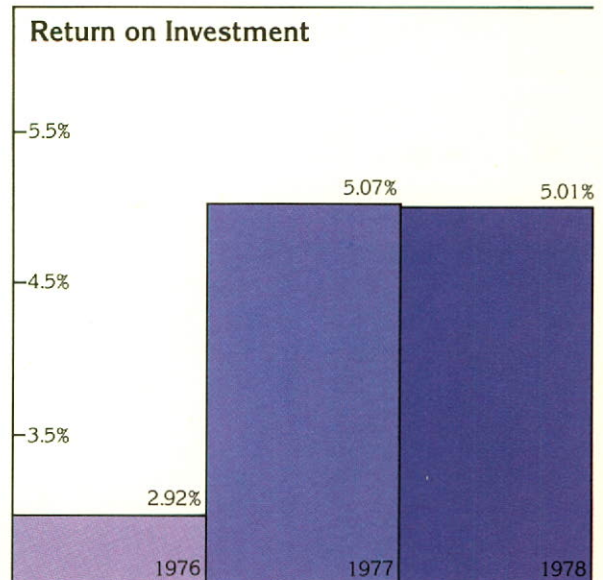
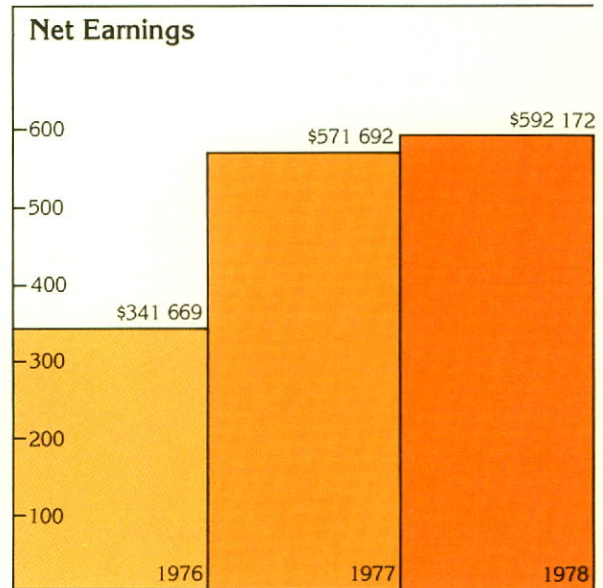
Debt management represents a key phase of our operations and requires continuous special attention from management, considering the very volatile variations in interest rates. The unfortunate disparity between Canadian and American dollars, closely tied to the increases in interest rates which we have experienced through the second half of 1978 particularly, showed us the need for an aggressive but realistic approach in the financing of CID.

Financial review

Gross operating revenue indicates an increase of 47 per cent to reach \$6,9 million. This growth in gross revenue reflects the increase in new business which grew by more than 20 per cent during the year.

Interest expenses reached \$4,2 million and represent this year 61 per cent of gross operating revenue as compared to 51 per cent in the previous year. This trend should continue, in line with the increasing part debt will play in the total capitalization. It is through maximum leverage that we will make the shareholders' investment most profitable.

Expenses other than interest represent only 23 per cent of gross operating revenue, compared to 25 per cent for last year. These expenses grew by only 31 per cent, while operating revenue increased by nearly 50 per cent. These figures well illustrate the high productivity of our team.



Provision for possible losses was increased during the year by an amount of \$386 069 to reach \$1 026 743, or 1.58 per cent of the receivables.

Our policy, relating to the maintenance of a provision for possible losses of 1.50 per cent of the receivables, increased by the total amount of anticipated losses including liquidation costs to be incurred, is reasonable and takes into account economic reality. Our underwriting approach has proven itself to date, since after three full years of activity, a single loss of a negligible amount has been recorded. Arrears at the end of the year were most satisfactory, considering the behaviour of the economy in the second half of 1978.

Net earnings for the financial year increased by only 4 per cent and represent \$592 172 or \$10.84 per common share while the earnings for the preceding financial year amounted to \$571 692 or \$10.43 per common share. This marginal increase in our profitability is explained by a combination of several factors.

The intense competition sustained by the Company reduced the gross profit margin. Moreover, considering our short corporate existence, one must consider the necessity for us to incur higher fixed costs, particularly with respect to salaries, in order to continue the development of our human resources. The increase of the provision for possible losses is particularly significant and takes into consideration some very important amounts which have not been compensated for by the revenue from loans, since several of these were disbursed only in the last quarter.

Moreover, the relatively high cost of the debt incurred by way of debentures was assumed at the beginning of the year. This transaction allowed the Company to meet its financing program for the coming years through junior capital. We should accept the fact that these important amounts represent an investment by the Company, which will be reflected into increased profitability in the future.

Our profitability must improve and we will endeavour to rectify the situation in a satisfactory manner. Our ability to finance more important amounts, through short-term notes on the public institutional market, will permit substantial reduction in the cost of funds.

A dividend of \$5 on the 10 000 preferred shares was declared at the end of the year. This is the third dividend in as many years of existence.

Conclusion

We are very satisfied with the overall results of this third year of activity, considering the strong competition in our industry, and our depth and flexibility in being able to compete with much larger firms and so maintain a healthy competition in matters of price, service and expertise, in these particular sectors of business financing.

Prevailing conditions in our industry present a real challenge at all levels of the Company. CID already occupies an interesting place in its market and has established the credibility required for our corporate financing and, supported by the preference shown by the dynamic small and medium-sized business managers, CID will continue to make its contribution as financial partner to the further growth of our economy.



Gilles Handfield



DIVERSIFICATION OF ASSETS

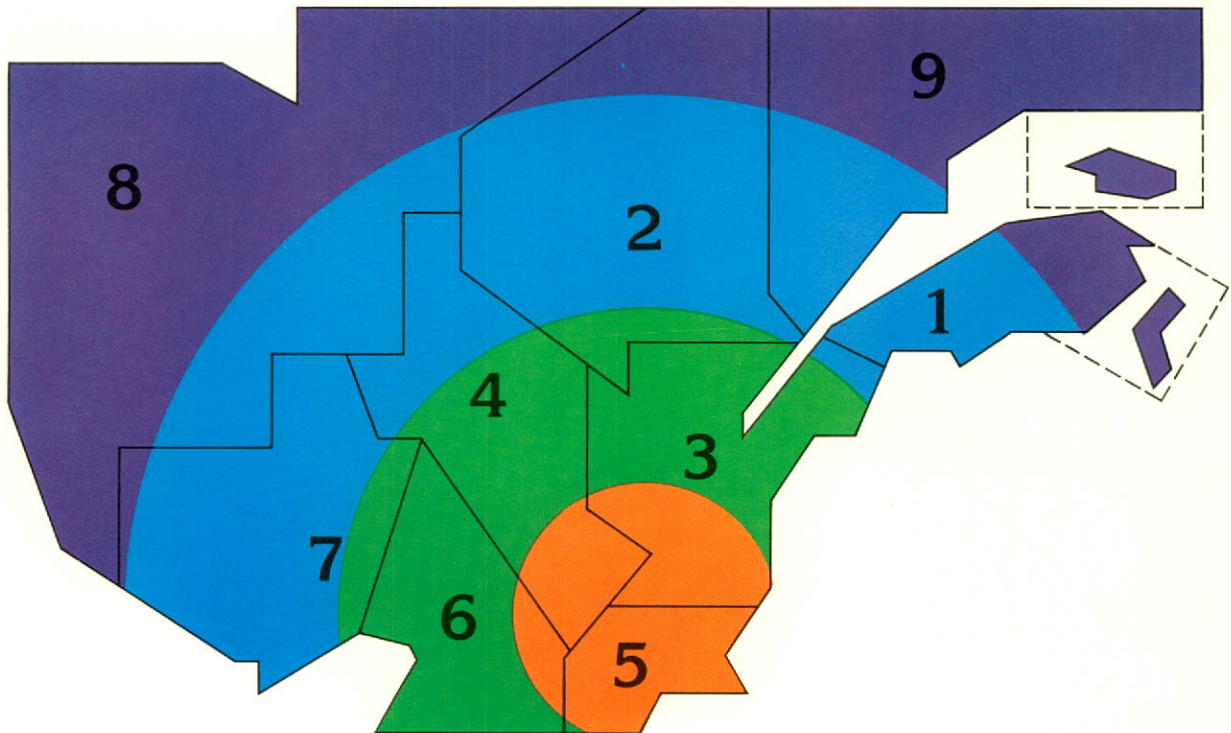
as at December 31, 1978 (including accepted commitments)

CLASSIFICATION BY ECONOMIC ACTIVITY

	1978		1977	
	Number	Amount	Number	Amount
Manufacturing:				
Food and beverages	26	\$13 446 237	16	\$11 024 738
Plastics	7	5 197 000	3	673 000
Wood industries	8	4 037 215	7	3 125 500
Furniture industries	10	2 335 869	8	2 047 620
Paper industry	9	4 494 650	4	3 365 130
Printing and publishing	5	2 067 250	4	1 366 200
Metal fabricating	20	5 161 891	16	4 140 434
Machinery	9	4 584 584	3	1 112 000
Transportation equipment	6	582 680	5	565 000
Electrical equipment	3	297 850	2	242 250
Non-metallic mineral products	2	771 000	3	1 122 000
Chemicals	6	1 296 175	6	1 395 375
Miscellaneous manufacturing	15	5 764 220	9	4 244 495
Trade:				
Wholesale trade	18	6 143 568	10	2 497 425
Retail trade	26	6 287 539	19	3 407 177
Services:				
Recreational, leisure, laundries and others	10	5 766 366	6	4 129 753
Lodging and restaurants	13	3 865 943	10	3 187 623
Construction industry	16	3 238 393	17	3 756 367
Transportation and communications	8	1 220 600	4	801 000
Insurance and real estate agencies	7	748 471	10	1 453 800
Others	6	697 427	1	352 000
	230	\$78 004 928	163	\$54 008 887

GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION

Administrative regions of Québec	1978		1977	
	Number	Amount	Number	Amount
1 Lower St. Lawrence	6	\$ 4 291 100	5	\$ 4 490 719
2 Saguenay - Lac St-Jean	3	467 972	3	542 180
3 Québec	40	10 071 108	31	6 972 323
4 Trois-Rivières	34	13 980 339	20	7 848 090
5 Eastern Townships	3	723 120	6	2 476 200
6 Montréal	138	46 047 989	91	29 956 575
7 Outaouais	5	768 300	5	850 800
8 North West	1	1 655 000	2	872 000
9 North Shore	—	—	—	—
	230	\$78 004 928	163	\$54 008 887





AUDITORS' REPORT

To the shareholders of
Crédit Industriel Desjardins Inc.

We have examined the balance sheet of Crédit Industriel Desjardins Inc. as of December 31, 1978 and the statements of earnings, retained earnings and changes in financing assets for the year then ended and we have obtained all the information and explanations we have required. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, according to the best of our information and the explanations given to us and as shown by the books of the Company, these financial statements present fairly the financial position of the Company at December 31, 1978 and the results of its operations and the changes in its financing assets for the year then ended, in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.



Chartered Accountants

January 24, 1979



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.
(Incorporated under Québec Companies' Act)

BALANCE SHEET December 31, 1978

ASSETS	1978	1977
Loans granted and disbursed (note 2)	\$63 459 118	\$42 939 951
Amounts receivable under lease contracts, less unearned income of \$358 024 (note 3)	760 310	1 003 141
Assets purchased for lease commitments	54 210	—
Estimated residual value of assets under lease	37 786	34 757
Accrued interest receivable	721 588	465 684
	65 033 012	44 443 533
Provision for possible losses	1 026 743	640 674
	64 006 269	43 802 859
Cash and note receivable	34 921	14 471
Fixed assets, at cost, less accumulated depreciation of \$50 352	77 983	65 789
Unamortized debt discount and expense	1 048 426	674 554
Other assets	4 742	15 038
	1 166 072	769 852
	\$65 172 341	\$44 572 711

LIABILITIES

Outstanding cheques	\$ 382 315	\$ 70 209
Bank loan	1 000 000	4 784 700
Short term notes	4 500 000	—
Accounts payable and accrued liabilities (note 4)	131 200	172 589
Accrued interest payable	1 148 075	609 549
Income taxes payable	15 896	52 981
Advances from Société d'investissement Desjardins, parent company	—	1 600 000
Long term debt (note 5)	45 000 000	25 000 000
Deferred income taxes	641 000	471 000
	52 818 486	32 761 028

SHAREHOLDERS' EQUITY

Capital stock		
Authorized:		
10 000 preferred shares, 5% non-cumulative, redeemable at par value of \$100		
100 000 common shares, without par value		
Issued and paid:		
10 000 preferred shares	1 000 000	1 000 000
50 000 common shares	10 000 000	10 000 000
Retained earnings	1 353 855	811 683
	12 353 855	11 811 683
	\$65 172 341	\$44 572 711

APPROVED ON BEHALF OF THE BOARD

Raymond Blais
Director

[Signature]
Director



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

EARNINGS

Year ended December 31, 1978

	1978	1977
GROSS OPERATING REVENUE	\$6 900 959	\$4 682 200
EXPENSES		
Interest on long term debt	3 827 626	2 113 738
Interest on short term borrowings	379 405	283 247
Provision for losses incurred and estimated	399 589	241 548
Salaries, fringe benefits	591 124	486 543
Management fees	7 287	22 044
Depreciation of fixed assets	61 722	50 916
Other expenses	495 034	386 472
	5 761 787	3 584 508
EARNINGS BEFORE INCOME TAXES	1 139 172	1 097 692
Income taxes		
Current	377 000	361 000
Deferred	170 000	165 000
	547 000	526 000
NET EARNINGS FOR THE YEAR	\$ 592 172	\$ 571 692

RETAINED EARNINGS

Year ended December 31, 1978

RETAINED EARNINGS AT BEGINNING OF THE YEAR	\$ 811 683	\$ 289 991
Net earnings for the year	592 172	571 692
	1 403 855	861 683
Dividends — preferred shares	50 000	50 000
RETAINED EARNINGS AT END OF THE YEAR	\$1 353 855	\$ 811 683



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

CHANGES IN
FINANCING ASSETS

Year ended December 31, 1978

	1978	1977
NET INCREASE IN FINANCING ASSETS		
Term financing	\$20 775 071	\$16 910 885
Leasing	(185 592)	240 063
	<u>20 589 479</u>	<u>17 150 948</u>
Provision for possible losses	386 069	241 548
	<u>20 203 410</u>	<u>16 909 400</u>
SOURCE OF FINANCING ASSETS		
Net earnings for the year	592 172	571 692
Items not affecting financing assets		
Depreciation of fixed assets	61 722	50 916
Amortization of debt discount and expense	169 847	97 162
Deferred income taxes	170 000	165 000
	<u>993 741</u>	<u>884 770</u>
Dividends paid	50 000	50 000
	<u>943 741</u>	<u>834 770</u>
Net increase in debt		
Bank loan	(3 784 700)	3 834 700
Short term notes	4 500 000	—
Advances from Société d'investissement Desjardins, parent company	(1 600 000)	1 600 000
Issue of long term debt	20 000 000	10 000 000
Decrease in cash and note receivable	291 656	576 367
Other items, net	(147 287)	63 563
	<u>\$20 203 410</u>	<u>\$16 909 400</u>



NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

December 31, 1978

1. Significant Accounting Policies

a) Determination of gross operating revenue

The Company determines the gross operating revenue on financing granted to corporations according to the method of simple interest computed on decreasing balances.

Unearned lease income representing the excess of the gross amount receivable on lease contracts over the cost of the assets leased, net of estimated residual value, is recorded when a lease is executed and taken into revenue in monthly amounts directly related to the decreasing balance of the unrecovered investment in the leased assets.

b) Provision for losses

Loans granted and disbursed and amounts receivable under lease contracts are reviewed on a monthly basis by management. Losses incurred and estimated, including liquidation expenses, are written off during the period. It is also the Company's policy to set aside a provision for possible losses on loans and lease contracts outstanding.

c) Depreciation of fixed assets

Depreciation of fixed assets is calculated on the straight-line method over the useful life of the assets in the case of furniture and equipment and over the term of the lease for leasehold improvements.

d) Unamortized debt discount and expense

Discount and expenses incurred in connection with the issue of the debt are amortized on a straight-line basis over the term of the issue.

e) Deferred income taxes

The deferred income taxes represent the taxes corresponding to divergences in regard with the amortization of debt discount and expense, leasing income and capital cost allowance.

2. Loans Granted and Disbursed

Indebtedness of borrowers is evidenced by bonds, debentures or loan agreements secured by specific and/or floating charges and/or guarantees. Loans receivable are not considered to be readily marketable and mature over periods up to 15 years, with approximately \$4 927 000 maturing during the next twelve months.

The Company granted loans not disbursed at the end of the year totalling \$16 215 500 of which \$2 550 000 was subject to acceptance by the applicants.

3. Leasing

Of the gross amount receivable under lease contracts totalling \$1 118 334 approximately \$214 258 is receivable in the next twelve months.

The Company had entered into further lease commitments involving the purchase of assets costing \$120 000 of which \$54 210 had been disbursed at the end of the year.

4. Accounts Payable and Accrued Liabilities

	1978	1977
Parent company	\$ 110 210	\$ 18 303
Others	20 990	154 286
	<u>\$ 131 200</u>	<u>\$ 172 589</u>

5. Long Term Debt

Secured Notes

Series A, 10¼%, maturing December 15, 1981	\$ 9 250 000	\$ 9 250 000
Series B, 10½%, maturing December 15, 1986	5 750 000	5 750 000
Series C, 9½%, maturing July 15, 1982	5 000 000	5 000 000
Series D, 10%, maturing July 15, 1987	5 000 000	5 000 000
Series E, 9½%, maturing October 3, 1983	7 000 000	—
Series F, 10%, maturing October 3, 1988	3 000 000	—
	<u>35 000 000</u>	<u>25 000 000</u>

Debentures

Series A, 10%, maturing February 15, 1984	10 000 000	—
	<u>\$45 000 000</u>	<u>\$25 000 000</u>

Maximum purchase fund requirements and maturity of these Secured Notes and Debentures over the next five years are as follows:

	Maximum purchase fund requirements	Maturity	Total
1979	\$1 800 000	\$ —	\$1 800 000
1980	1 000 000	—	1 000 000
1981	815 000	8 695 000	9 510 000
1982	715 000	4 600 000	5 315 000
1983	575 000	6 440 000	7 015 000

6. Date of Approval of Financial Statements

The financial statements of the Company were approved on January 24, 1979 by the Management.

desjardins



mouvement
des caisses populaires
desjardins



DIVERSIFICATION DES ACTIFS

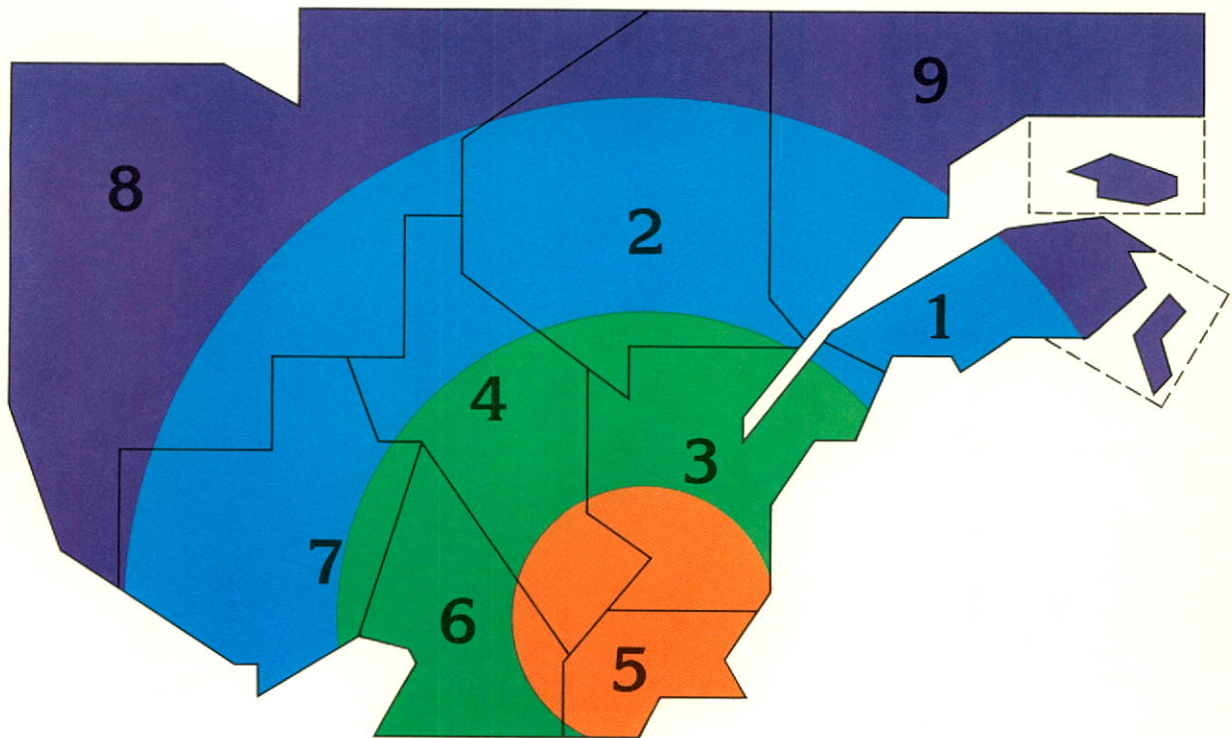
au 31 décembre 1978 (y compris engagements)

RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

	1978		1977	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Fabrication				
Aliments et boissons	26	\$13 446 237	16	\$11 024 738
Matières plastiques	7	5 197 000	3	673 000
Industries du bois	8	4 037 215	7	3 125 500
Industries du meuble	10	2 335 869	8	2 047 620
Industrie du papier	9	4 494 650	4	3 365 130
Édition et impression	5	2 067 250	4	1 366 200
Produits métalliques	20	5 161 891	16	4 140 434
Machinerie et outillage	9	4 584 584	3	1 112 000
Matériel de transport	6	582 680	5	565 000
Appareils électriques	3	297 850	2	242 250
Produits minéraux non métalliques	2	771 000	3	1 122 000
Industries chimiques	6	1 296 175	6	1 395 375
Fabrication diverse	15	5 764 220	9	4 244 495
Commerce				
Commerce de gros	18	6 143 568	10	2 497 425
Commerce de détail	26	6 287 539	19	3 407 177
Services				
Divertissements, loisirs, buanderies et autres	10	5 766 366	6	4 129 753
Hébergement et restauration	13	3 865 943	10	3 187 623
Industrie de la construction	16	3 238 393	17	3 756 367
Transports et communications	8	1 220 600	4	801 000
Agences d'assurance et d'immeuble	7	748 471	10	1 453 800
Divers	6	697 427	1	352 000
	230	\$78 004 928	163	\$54 008 887

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Régions administratives du Québec	1978		1977	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bas St-Laurent — Gaspésie	6	\$ 4 291 100	5	\$ 4 490 719
2 Saguenay — Lac St-Jean	3	467 972	3	542 180
3 Québec	40	10 071 108	31	6 972 323
4 Trois-Rivières	34	13 980 339	20	7 848 090
5 Cantons-de-l'Est	3	723 120	6	2 476 200
6 Montréal	138	46 047 989	91	29 956 575
7 Outaouais	5	768 300	5	850 800
8 Nord-Ouest	1	1 655 000	2	872 000
9 Côte-Nord	—	—	—	—
	230	\$78 004 928	163	\$54 008 887



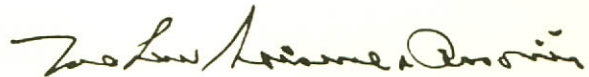


RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de
Crédit Industriel Desjardins Inc.

Nous avons vérifié le bilan de Crédit Industriel Desjardins Inc. au 31 décembre 1978 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de l'actif relatif au financement pour l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la compagnie, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1978 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son actif relatif au financement pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Comptables agréés

Le 24 janvier 1979



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.
(Constituée en vertu des lois du Québec)

BILAN 31 décembre 1978

ACTIF	1978	1977
Prêts consentis et déboursés (note 2)	\$63 459 118	\$42 939 951
Montants à recevoir en vertu de contrats de location, déduction faite du revenu non gagné de \$358 024 (note 3)	760 310	1 003 141
Éléments d'actifs achetés en vertu d'engagements de location	54 210	—
Valeur résiduelle estimative des actifs en location	37 786	34 757
Intérêts courus à recevoir	721 588	465 684
	<u>65 033 012</u>	<u>44 443 533</u>
Provision pour pertes éventuelles	1 026 743	640 674
	<u>64 006 269</u>	<u>43 802 859</u>
Encaisse et effet à recevoir	34 921	14 471
Immobilisations, au coût, moins amortissement accumulé de \$50 352	77 983	65 789
Escompte et frais non amortis relatifs à la dette	1 048 426	674 554
Autres actifs	4 742	15 038
	<u>1 166 072</u>	<u>769 852</u>
	<u>\$65 172 341</u>	<u>\$44 572 711</u>
PASSIF		
Chèques en circulation	\$ 382 315	\$ 70 209
Emprunt bancaire	1 000 000	4 784 700
Billets à court terme	4 500 000	—
Comptes à payer et frais courus (note 4)	131 200	172 589
Intérêts courus à payer	1 148 075	609 549
Impôts sur le revenu à payer	15 896	52 981
Emprunt de Société d'investissement Desjardins, compagnie-mère	—	1 600 000
Dette à long terme (note 5)	45 000 000	25 000 000
Impôts sur le revenu reportés	641 000	471 000
	<u>52 818 486</u>	<u>32 761 028</u>
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions		
Autorisé:		
10 000 actions privilégiées, 5% non cumulatif, rachetables à la valeur nominale de \$100		
100 000 actions ordinaires, sans valeur nominale		
Émis et payé:		
10 000 actions privilégiées	1 000 000	1 000 000
50 000 actions ordinaires	10 000 000	10 000 000
Bénéfices non répartis	1 353 855	811 683
	<u>12 353 855</u>	<u>11 811 683</u>
	<u>\$65 172 341</u>	<u>\$44 572 711</u>

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION


administrateur


administrateur



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 1978

	1978	1977
REVENUS BRUTS D'EXPLOITATION	\$6 900 959	\$4 682 200
DÉPENSES		
Intérêts sur emprunts à long terme	3 827 626	2 113 738
Intérêts sur emprunts à court terme	379 405	283 247
Provision pour pertes encourues et estimées	399 589	241 548
Salaires, avantages sociaux	591 124	486 543
Frais de gestion	7 287	22 044
Amortissement des immobilisations	61 722	50 916
Autres frais	495 034	386 472
	<u>5 761 787</u>	<u>3 584 508</u>
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	<u>1 139 172</u>	<u>1 097 692</u>
Impôts sur le revenu		
Exigibles	377 000	361 000
Reportés	170 000	165 000
	<u>547 000</u>	<u>526 000</u>
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE	<u>\$ 592 172</u>	<u>\$ 571 692</u>

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercice terminé le 31 décembre 1978

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	\$ 811 683	\$ 289 991
Bénéfice net de l'exercice	592 172	571 692
	<u>1 403 855</u>	<u>861 683</u>
Dividendes — actions privilégiées	50 000	50 000
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>\$1 353 855</u>	<u>\$ 811 683</u>



CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

ÉVOLUTION DE L'ACTIF RELATIF AU FINANCEMENT

Exercice terminé le 31 décembre 1978

	1978	1977
AUGMENTATION NETTE DE L'ACTIF RELATIF AU FINANCEMENT		
Prêts à terme	\$20 775 071	\$16 910 885
Location	(185 592)	240 063
	<u>20 589 479</u>	<u>17 150 948</u>
Provision pour pertes éventuelles	386 069	241 548
	<u>20 203 410</u>	<u>16 909 400</u>
PROVENANCE DE L'ACTIF RELATIF AU FINANCEMENT		
Bénéfice net de l'exercice	592 172	571 692
Postes n'affectant pas l'actif relatif au financement		
Amortissement des immobilisations	61 722	50 916
Amortissement de l'escompte et des frais non amortis relatifs à la dette	169 847	97 162
Impôts sur le revenu reportés	170 000	165 000
	<u>993 741</u>	<u>884 770</u>
Dividendes versés	50 000	50 000
	<u>943 741</u>	<u>834 770</u>
Augmentation nette de la dette		
Emprunt bancaire	(3 784 700)	3 834 700
Billets à court terme	4 500 000	—
Emprunt de Société d'investissement Desjardins, compagnie-mère	(1 600 000)	1 600 000
Émission de la dette à long terme	20 000 000	10 000 000
Diminution de l'encaisse et effet à recevoir	291 656	576 367
Autres postes, montant net	(147 287)	63 563
	<u>\$20 203 410</u>	<u>\$16 909 400</u>



NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 1978

1. Principales pratiques comptables

a) Détermination des revenus bruts d'exploitation

La compagnie détermine les revenus bruts d'exploitation sur les prêts accordés à des entreprises suivant la méthode de l'intérêt simple calculé sur les soldes décroissants.

Les revenus de location non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location sur le coût des éléments d'actifs loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ces revenus non gagnés sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location.

b) Provision pour pertes

Les prêts consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, sont radiées dans la période. C'est aussi la politique de la compagnie d'établir une provision pour pertes éventuelles sur les prêts et les contrats de location en cours.

c) Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée économique prévue pour le mobilier et l'équipement et sur la durée du bail pour les améliorations locatives.

d) Escompte et frais non amortis relatifs à la dette

L'escompte et les frais relatifs à la dette sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée de la dette.

e) Impôts sur le revenu reportés

Les impôts sur le revenu reportés sont attribuables à l'écart relatif à l'amortissement des frais de la dette ainsi qu'aux écarts relatifs aux revenus de location et à l'allocation du coût en capital.

2. Prêts consentis et déboursés

La dette des emprunteurs est représentée par des hypothèques, obligations, débetures ou contrats de prêts garantis par des charges spécifiques et/ou flottantes et/ou des cautionnements. Les prêts à recevoir ne sont pas considérés comme rapidement négociables et échoient sur des périodes d'une durée maximum de 15 ans dont environ \$4 927 000 échoient au cours des douze prochains mois.

La compagnie avait consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de \$16 215 500 dont \$2 550 000 était sujet à acceptation par les requérants.

3. Location

Du montant brut à recevoir aux termes des contrats de location pour un total de \$1 118 334 une somme de \$214 258 échoit au cours des douze prochains mois.

La compagnie était liée par l'achat d'éléments d'actifs au coût de \$120 000 dont la somme de \$54 210 avait été déboursée en fin d'exercice.

4. Comptes à payer et frais courus

	1978	1977
Compagnie-mère	\$ 110 210	\$ 18 303
Autres	20 990	154 286
	<u>\$ 131 200</u>	<u>\$ 172 589</u>

5. Dette à long terme

Billets garantis

Série A, 10¼%, échéant le 15 décembre 1981	\$ 9 250 000	\$ 9 250 000
Série B, 10½%, échéant le 15 décembre 1986	5 750 000	5 750 000
Série C, 9½%, échéant le 15 juillet 1982	5 000 000	5 000 000
Série D, 10%, échéant le 15 juillet 1987	5 000 000	5 000 000
Série E, 9½%, échéant le 3 octobre 1983	7 000 000	—
Série F, 10%, échéant le 3 octobre 1988	3 000 000	—
	<u>35 000 000</u>	<u>25 000 000</u>

Débetures

Série A, 10%, échéant le 15 février 1984	10 000 000	—
	<u>\$45 000 000</u>	<u>\$25 000 000</u>

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer l'échéance des billets garantis et des débetures au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	Exigences maximales des fonds de remboursement	Échéance	Total
1979	\$1 800 000	\$ —	\$1 800 000
1980	1 000 000	—	1 000 000
1981	815 000	8 695 000	9 510 000
1982	715 000	4 600 000	5 315 000
1983	575 000	6 440 000	7 015 000

6. Approbation des états financiers

Les états financiers de la compagnie ont été approuvés par la direction le 24 janvier 1979.

desjardins



mouvement
des caisses populaires
desjardins